

la **ligue** de
l'**enseignement**

un avenir par l'éducation populaire



jeudi 28 juin

Individualismes, communautés et destin commun : comment faire société ?

Rapport d'étape : ouverture

Nul ne sait par avance ce qu'il advient des paroles du poète. C'est la force et la liberté de la poésie, ce luxe de l'inaccoutumance qui fait mentir les idées toutes faites, plier les dogmes, reculer les conservatismes, qui donne soudain des ailes au désir, qui s'affranchit de l'ordre des choses.

C'est sans doute pour cela que les tyrans veulent toujours faire taire les poètes. Parce qu'avec eux le jour se lève et parfois, l'aube des possibles apparaît.

Mais « Grand Corps Malade » nous « slame » que le jour se lève sans doute parce qu'il l'a espéré très fort mais surtout parce que lui et ses amis y ont travaillé toute la nuit. Ensemble, tendus par une volonté de faire entendre leurs voix.

Le jour se lève pour en faire quelque chose. Pour faire quelque chose de sa vie et de sa vie avec les autres. Pour faire société sans doute.

Pourtant le jour ne se lève pas avec le même bonheur pour tout le monde.

C'est d'une telle évidence qu'elle frôle la banalité.

Car évidemment le jour qui se lève n'est pas le même pour le salarié smicard qui vient d'entendre à la radio qu'il allait percevoir 50 centimes d'euros par jour en plus grâce à la bienveillance d'un gouvernement... et pour l'heureux héritier et ses géniteurs qui par la générosité fiscale du même gouvernement voit s'arrondir son patrimoine de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Pourtant les heureux récipiendaires sont destinés à faire société. Certains justifient même qu'une cohérence dialectique les unit dans leur enrichissement, certes dissymétrique mais lié ! Affaire à suivre donc

Mais évidemment aussi, il ne viendrait à l'esprit éclairé de personne de croire que le jour se lève avec le même bonheur pour le bien-portant et le malade, pour l'enfant et sa grand-mère au crépuscule de sa vie, pour le noir et le blanc, pour l'homme et la femme, dans notre pays pour le Français et l'étranger en provenance de nos anciennes colonies, pour celui qui a des papiers et celui qui n'en a pas, dans le monde pour les ressortissants de l'union européenne et les Burkinabés, pour ceux qui ont plus de dîners que d'appétits et pour ceux qui ont plus d'appétits que de dîners, pour nous ici et pour les détenus...

J'arrête... je sens qu'on risque de me reprocher une vision manichéenne et excessive de l'époque.

Et puis après tout, diront certains, chacun peut bien vivre le jour qui se lève comme il l'entend. C'est la reconnaissance de la liberté et de l'égalité dans une société démocratique qui a consacré les individus comme maîtres de leurs vies et responsables de leurs journées.

De plus, de quoi se plaint-on ? La société démocratique a prévu quelques filets de rattrapage pour celles et ceux qui vraiment ne peuvent pas jouer le jeu. Le jour se lève... et si l'hospitalité n'est pas sa qualité première, il est tout de même compatissant et charitable.

«

La République

c'est un peu

d'histoire,

un peu de

doctrine et

surtout une façon

d'être.

»

Nous sentons bien que nous n'allons pas nous en sortir comme cela si nous voulons faire une société dont tous les membres sont reconnus en égale dignité, avec une attention publique réelle pour les plus fragiles, doublée d'un engagement de chacun et de tous d'être attentif à l'autre.

Nous pressentons également que le seul rappel de principes et des droits qui fondent la société, ou l'invocation de la République et de ses valeurs, n'y suffiront pas et risquent même de les discréditer, tant il y a d'écarts entre leur esprit et la réalité qu'en vivent bon nombre de nos concitoyens. Et puis nous savons bien que, s'il s'agit de conforter la République en perfectionnant la démocratie et en faisant vivre la justice sociale... la République c'est un peu d'histoire, un peu de doctrine et surtout une façon d'être. Une façon d'être comme individus autonomes et comme société organisée par et pour toutes ses composantes.

C'est parce qu'il lui est apparu que « faire société » devenait plus complexe, plus compliqué et différent, que la Ligue de l'enseignement a décidé d'en faire sa question de Congrès. Pour deux Congrès tant elle est multiforme, puisqu'elle mobilisera notre attention collective jusqu'en 2010. Tous les trois ans, la Ligue met en débat dans son réseau une question de société afin de mieux saisir et faire partager par l'ensemble de ses composantes le contexte dans lequel elles agissent. Associations, militants, fédérations sont invitées à réfléchir sur le sens de leurs actions.

Depuis 20 ans, nous avons abordé la laïcité et sa grande modernité, la citoyenneté et ses nouveaux cadres, dont l'Europe, les inégalités et leurs conséquences sur la cohésion sociale et la démocratie, le militantisme dans notre mouvement et le sens de la pratique associative. L'École et l'Enseignement supérieur ont fait l'objet d'un travail particulier, en parallèle des réflexions de congrès, afin d'en proposer la refondation pour qu'ils s'inscrivent dans un droit réel pour toutes et tous à l'éducation tout au long de la vie.

Nous avons perçu et vécu depuis 20 ans aussi la lente « déliaison » dans notre société, l'affaiblissement de ses cadres classiques, institutionnels et nationaux et ses recompositions partielles sous des formes émergentes, les sociabilités nouvelles combinées avec l'affirmation d'un individualisme quelquefois excessif, mais sensible aux hésitations de la société française et inquiet devant les défis et périls.

Les travaux qui ont commencé à s'organiser dans un tiers des fédérations témoignent que nous n'abordons pas cette question en la dramatisant mais avec la lucidité nécessaire.

Nous avons cette année tenté d'en saisir les différentes dimensions.

Pourquoi notre société se délie-t-elle ? Sous quels effets conjugués, voire conspirateurs ?

Qu'est ce qui nous unissait, nous reliait les uns aux autres auparavant et qui le fait moins, ou plus du tout ?

Pourquoi faisons-nous preuve d'autant de scepticisme à l'égard des constructions politiques tout en manifestant un intérêt pour la politique ?

Pourquoi ne peut-on pas enrayer le mouvement de tri social et culturel, de segmentation, de séparation, de ségrégation, de discriminations qui mine la cohésion sociale, menace la paix civile et s'incarne à l'extrême dans l'organisation spatiale de l'habitat aujourd'hui ?

Pourquoi éprouvons-nous tant de mal à faire partager toute l'histoire de notre pays, y compris ses plus sombres recoins ?

Pourquoi le RMI destiné à remettre dans le jeu social et professionnel des personnes exclues de l'emploi est-il ramené au registre de Revenu de Misère Identifiée ?

Pourquoi la France a-t-elle tant de mal avec sa diversité et continue à préférer une République par soustraction là où d'autres pays se grandissent par l'addition et la combinaison de leur pluralité culturelle ?

Pourquoi la France a-t-elle tant recours aux réglementations, décrets et circulaires en tous genres alors qu'elle peine à faire appliquer la loi et respecter le droit commun pour toutes et tous ?

Pourquoi sous-utilisons-nous l'outillage démocratique qui est à notre portée ? Parce qu'il est sans effets ? Parce qu'il délègue toujours les mêmes aux affaires publiques et qu'ils ne sont pas à l'image de la diversité sociale et culturelle de notre pays ? Parce qu'il apparaît comme inefficace pour l'amélioration de la vie quotidienne ? Parce qu'il est impuissant face aux enjeux européens et mondiaux qui conditionnent la société française ?

«

La citoyenneté ne se définit pas par des sentiments, seuls les États totalitaires rendent l'amour de la patrie obligatoire.

»

Nous sentons bien que les dernières élections et certainement les prochaines incorporent dans les débats et propositions qu'elles suscitent une part de ces préoccupations, sans toutefois en poser toujours les bons termes ni formuler les alternatives, les solutions et les projets.

Une fois par exemple, c'est la démesure, l'outrance et la faute quand il s'agit de prétendre chercher l'unité en codifiant l'identité nationale dans un ministère. L'identité individuelle et collective est une trajectoire, une construction qui est faite autant de ses origines que de ce que l'on fait de sa vie et de la vie collective. Et puis comme l'évoque si bien Tzvetan Todorov : « *la citoyenneté ne se définit pas par des sentiments, seuls les États totalitaires rendent l'amour de la patrie obligatoire* ».

Une autre fois, c'est la naïveté et la nostalgie quand on prétend établir l'autorité de l'École par le vouvoiement des élèves, alors que c'est avant tout la question de la légitimité des savoirs enseignés et de la pédagogie qui en permettent l'appropriation effective. Nous savons depuis Rousseau que « *la véritable politesse consiste à marquer de la bienveillance aux Hommes* ».

Nous pourrions, et ne nous en privons surtout pas, multiplier les entrées sur ce qui perturbe, fragilise, parcellise le vivre ensemble.

Sur ce qui produit cette « dissociété » dont parle Jacques Généreux, avec « *le risque d'un basculement des sociétés développées dans l'inhumanité de dissociétés peuplées d'individus dressés, dans tous les sens du terme, les uns contre les autres* ».

Nous savons bien qu'à cet égard la confiance est un ingrédient précieux. Confiance dans la société elle-même et sa capacité à relier, protéger, émanciper, faire progresser.

Or, comme le décrit très efficacement le sociologue Alain Mergier dans son ouvrage *Le descendeur social*, la société qui était une promesse est devenue une menace.

Jusque dans les années 80, y compris avec ses tensions, ses conflits, ses luttes, elle restait pleine de promesses : l'issue était ouverte.

Aujourd'hui elle est bloquée pour les milieux populaires qui représentent plus de la moitié de la population active et incertaine, voire menaçante par le risque de déclassement social pour les classes moyennes. Elle est aussi d'une grande tension et compétition pour l'encadrement supérieur.

Nous sommes passés en 20 ans d'une situation de verticalité, avec son cortège d'inégalités mais avec ses passages de bas vers le haut, parfois des retours, mais rarement définitifs, à un contexte « dedans/dehors ». Et quand on est dehors... on ne rentre plus !

Cette situation professionnelle, qui se double d'une mise à l'écart sociale, spatiale, culturelle, mine la confiance dans des relations humaines, corrompt le pacte social et discrédite de nombreuses institutions.

Elle n'est pas limitée à la France : elle est commune à beaucoup d'autres pays aux caractéristiques similaires.

Elle s'inscrit aussi dans le cadre plus vaste des mutations inédites et des bouleversements profonds qui marquent et parfois affectent la plupart de sociétés à des degrés divers. Ces mutations sont anthropologiques, culturelles, sociales économiques et politiques. Elles sont rapides, effectives et n'ont pas le temps de se changer en habitudes. C'est la « modernité liquide » que décrit le sociologue Zygmunt Bauman.

C'est dire l'étendue et la variété des composants qu'il faut mobiliser pour comprendre la situation et chercher des solutions.

C'est d'ailleurs cette étendue qui suscite inquiétude, désarroi, et parfois fatalité. Pourtant nous savons que la fatalité est l'âme de toutes les dominations et qu'elle arrange les puissants et les satisfaits.

La situation désoriente au point qu'elle fabrique de la peur, la nostalgie d'un ordre ancien, et de bien étranges comportements que l'on croyait rangés dans les cartons d'une autre époque.

Souvenez-vous c'était le 2 avril dernier, en France, dans une petite commune de Seine-et-Marne, 9 élèves de l'école maternelle âgés de 3 à 6 ans sont mis au pain et à l'eau faute de tickets de cantine. La mairie invoque un retard de paiement, les repas devant être payés en début de mois... c'est-à-dire le 1^{er} avril, la veille. Les enfants ont été regroupés et dispensés de repas parce, dixit madame le maire, « nous n'avons pas le droit d'aller acheter quelque chose aux enfants en cas d'allergie »...

Tout était donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, les textes et règlements respectés, la situation sous contrôle et la feuille de route claire... comme on dit maintenant.

Seule une société qui peine à « faire société » peut en arriver là !

Interrogeons-nous pour savoir pourquoi la normalisation brutale, l'obsession du dépistage, la mise en fiches, la systématisation du contrôle sont des pratiques communes aux sociétés autoritaires et aux sociétés ultralibérales ? Pour quels projets et pour quels profits ?

Il est probable que la société française n'ait pas encore pris toute la mesure des changements qui se sont opérés en elle-même et par les effets de la mondialisation.

Ceux qui les ont perçus et accompagnés se sont préservés, souvent au détriment du reste de la société française : ce sont les « entre-soi » de centre ville, les résidences et lotissements sécurisés qui constituent les premiers ghettos, les plus fermés, les plus excluants pour les autres. Ils sont le refuge des initiés, qui ont les bonnes clefs, pour ouvrir les bonnes portes et qui s'amuse entre eux du bon tour qu'ils ont joué en faisant croire qu'il fallait supprimer la carte scolaire ! Tout cela ressemble à une nouvelle trahison des clercs.

Pourtant nous ne sommes pas les seuls à sentir que ça craque, quelquefois violemment, notre pays ayant même eu recours à l'exceptionnel état d'urgence pour prétendument rétablir une paix civile précaire.

Et puis toutes ces invitations, ces injonctions et ces programmes pour « raviver les solidarités », « rétablir l'autorité », « inciter aux comportements citoyens », « encourager la civilité », « récompenser le civisme »...qui traversent les gouvernements depuis 20 ans... ça doit bien signifier quelque chose. Il n'y a pas de fumée sans feu !

Et si nous commençons, pour une fois, par nous mettre d'accord sur les atouts de la société française qui devraient lui permettre de faire face aux évolutions en préservant sa cohésion et en assurant à nouveau un progrès humain partagé ? Certes ces atouts peuvent parfois être pervertis mais faut-il pour autant les brocarder ?

Commençons par ce fameux individualisme qu'on dit maintenant source de notre difficulté à faire société. Pourtant, qui souhaite revenir à l'ordre ancien, celui d'une société organisée autour d'une religion, d'un roi ou d'un empereur, d'un dogme ou d'un parti unique ? Qui souhaite vivre dans un cadre imposé qui nie à chacun le droit de conduire sa vie ?

Cette conquête est le fruit des transformations politiques, sociales et culturelles qui se sont opérées au long de l'histoire de l'humanité. Elles se sont enrichies de la conquête de droits nouveaux, par l'éducation généralisée aussi, et ont donné lieu à la construction progressive des individus plus autonomes que nous sommes devenus.

Nous sommes à l'ère de l'individu mis constamment devant la nécessité de se constituer, de se justifier, de s'impliquer. Cette construction et les attitudes qu'elle implique, rencontrent parfois le sentiment de l'épuisement, « la fatigue d'être soi ».

Ne nions pas que c'est aussi parfois une forme d'hyper-individualisme avec une extrême centration sur la satisfaction de ses besoins personnels indépendamment, voire au détriment des besoins de la collectivité. L'intérêt général s'en trouve malmené.

L'individualisme et l'autonomie, sans cadre pour la solidarité, sans fraternité dans les relations humaines, ce peut être également un cortège d'inquiétude, de solitude et de découragement, qui produit de la défiance à l'égard des institutions, de ce qui vient d'en haut, d'un autre cercle que celui de la proximité, du différent.

De plus, l'individualisme se déploie dans un univers de mobilité grandissante qui dissocie les temps sociaux : l'essentiel des habitants ne vote pas dans la commune où ils travaillent mais dans celle où ils dorment. Cette mobilité est dure pour les plus faibles et insupportable pour les « assignés à résidence », qu'ils soient dans les quartiers urbains ou certains territoires ruraux pareillement abandonnés.

Dans un univers de compétition interindividuelle, de déficit de reconnaissance, alors que l'identité est constitutive de soi dans les relations sociales, l'individu se fabrique aussi dans le dénigrement d'autrui, dans l'absence d'attention aux autres, dans le contournement des cadres collectifs.

«

Cette conquête est le fruit des transformations politiques, sociales et culturelles qui se sont opérées au long de l'histoire de l'humanité.

»

Comment faire du collectif, du sentiment commun, à partir des individus plus autonomes que nous sommes devenus ? Comment le faire dans une époque dominée par la course à la possession, à la consommation, à l'avoir, à la concurrence, qui semblent devenus la cause commune, de la société ?

Comment le faire alors que le capitalisme « fou », hyperlibéral, lui a donné une forme particulière qui brise beaucoup de nos repères collectifs qui renforce encore la tentation pour chacun de définir et d'exprimer publiquement « sa » morale et sa vérité.

Comment faire la République par « addition », par adhésion à un espoir collectif et au partage de biens communs et non plus par la seule reconnaissance du « mérite », escroquerie arrogante des vainqueurs, cruelle et humiliante pour les vaincus ?

Poursuivons avec cette deuxième entrave au faire société évoquée par certains, les mêmes d'ailleurs qui clouent l'individualisme démocratique au pilori. Devant les difficultés « d'être nous », il est devenu courant et facile d'agiter le risque communautaire, le communautarisme.

Mais la société, la République comme construction politique et sociale, n'ont-elles pas un impérieux besoin de ce système de relations que sont les communautés ?

«

Il faut faire

société plus

longtemps parce

que nous vivons

plus longtemps.

Si ce qui est commun à un ensemble de personnes fait qu'elles en éprouvent le besoin de se retrouver, de se regrouper, de s'entraider, de se promouvoir... en quoi est-ce suspect, dangereux pour la société ? D'ailleurs ne parle-t-on pas de communauté nationale, et encore récemment de communautés urbaines !

Si une communauté devait se substituer aux règles démocratiques de notre société, contester la prééminence du droit et du cadre commun de la République, se fonder sur une identité fermée aux autres, fonctionner dans le déni du respect des personnes, obtenir des droits particuliers ou exclusifs pour ses membres... alors il faudrait s'opposer résolument à de telles dérives. Mais est-ce si fréquent que cela ?

Aucune communauté, aucune culture, ne menacent la République sinon celle du fanatisme, de l'argent, du mépris, de la domination et du cynisme moderne, bien loin de « l'art de vivre » de Diogène.

Que serait notre société sans les liens de reconnaissance, de solidarité, d'action collective que produisent les communautés positives ? Et si dans une France dont l'histoire et le présent montrent qu'elle se méfie des singularités, la République ne souffrait pas déjà d'une insuffisance de communautés vivantes, ouvertes les unes aux autres, reconnues, faisant vivre la diversité culturelle, intégratrices et émancipatrices à la fois ?

Plutôt que les communautés, n'est-ce pas les réseaux d'initiés, les ghettos en tous genres, en particulier ceux qui sont conçus pour se préserver d'une rencontre avec d'autres milieux, qui sont les plus destructeurs de liens réels, qui nous empêchent de faire société ?

»

Une République qui ne connaît et reconnaît que des citoyens est-elle incompatible avec leurs identités culturelles ?

Pourtant notre cadre laïque offre au contraire la garantie du pluralisme dans le respect de chacun. La laïcité, dont la référence fait par exemple que la loi protège la foi aussi longtemps que la foi ne prétend pas faire la loi.

L'individualisme démocratique est une belle avancée pour faire société mais à quelques conditions dans sa construction et pour les cadres collectifs et institutionnels dans lesquels il se déploie.

Si nous sommes décidés à traiter la question, c'est aussi en sachant la situer dans son contexte de 2007.

Faire société aujourd'hui c'est construire et concevoir des politiques et des comportements qui prennent en compte

- le fait qu'il faut faire société plus longtemps parce que nous vivons plus longtemps,

- la nécessité de faire société dans des espaces plus vastes que l'espace national en appui sur des territoires locaux reliés aux enjeux européens et planétaires,

- l'accélération et l'extension des réseaux d'information et de communication,

- les éléments nouveaux, plus complexes, issus des progrès scientifiques et techniques et de leurs conséquences en terme progrès humain possible.

Faire société aujourd'hui c'est aussi prendre la mesure inédite de la condition humaine qui nous fait tout à la fois « Prométhée » puisque nous avons acquis la capacité de détruire toute vie sur terre par le feu nucléaire, et aussi créateur,

«

**Faire société
aujourd'hui c'est
admettre que
l'étendue des
responsabilités
humaines s'est
accrue et a
changé de nature.**

»

puisque nous avons la capacité de fabriquer du vivant par la maîtrise du génome humain et de ses manipulations.

Faire société aujourd'hui c'est admettre que l'étendue des responsabilités humaines s'est accrue et a changé de nature y compris parce que nous avons pris la mesure des atteintes graves et pour partie irréversible que nous faisons subir à notre écosystème.

Le lien entre individualisme, autonomie, solidarité et responsabilité individuelle et collective est plus que jamais essentiel, en particulier dans la manière de s'y préparer et de l'entretenir par l'éducation tout au long de la vie.

J'évoque cet aspect en fin de propos, car il n'est pas dans notre attention de nous cantonner dans une dimension d'observateurs avisés de la société, de fournisseurs de pistes pour les autres.

Nous entendons prendre aussi notre part du travail, parce que nous sommes des acteurs de la société : militants et éducateurs laïques dans un mouvement d'éducation populaire, qui plus est complice de l'École, d'une part sans égale de l'éducation commune de la jeunesse. D'ailleurs les premières formes collectives d'action de la Ligue de l'enseignement, avant la loi de 1901, ne s'appelaient-elles pas des « sociétés » ? À l'identique des premières formes du secours mutuel et du « solidarisme ».

Cette question de congrès interroge donc nos propres pratiques et ne s'exonérera pas de contribuer refonder l'éducation populaire.

Voilà, nous avons 2 jours, 3 tables-rondes et 20 ateliers pour poursuivre et amplifier notre réflexion.

Pour apprendre, débattre, nous disputer tranquillement mais sérieusement, pour imaginer.

Depuis une année, les travaux ont débuté et nous avons des acquis collectifs.

Ils peuvent être chahutés. Tout est ouvert, car comme le dit un proverbe persan « *rien n'est jamais fermé, sinon nos propres yeux* ». Nous pouvons nous égarer hors des sentiers battus, comme y invite Julien Gracq « *pour passer sans cesse des chemins à suivre aux chemins à frayer* ».

Nous pouvons aller aux marges et en produire... Jean-Luc Godard aime rappeler que les marges tiennent les pages du livre que nous sommes en train d'écrire.

Nous devons le faire pour évidemment traiter de l'avenir commun plus que du destin commun.

L'avenir est un carburant du monde commun, une énergie du présent, là où le destin n'est qu'une fatalité de l'instant.

Finalement ce que nous entreprenons, c'est simplement et avec enthousiasme une manière de répondre à la belle interpellation de Georges Bataille, parce que nous n'avons aucune raison « *de remettre notre existence demain* ».

Bon travaux.

Éric FAVEY
Secrétaire national



samedi 30 juin

**« Individualismes,
communautés et destin
commun, comment faire société ?
Rapport d'étape : perspectives 2010**

*« À force de repousser l'essentiel au nom de l'urgence,
on en oublie l'urgence de l'essentiel »*

L'intensité de nos travaux depuis jeudi témoigne de notre volonté collective d'inverser cette tendance justement regrettée par Edgar Morin.

Je ne sais plus si c'est de la frustration que naît le désir ou du désir la frustration, mais nos travaux ont suscité les deux. Ateliers trop courts, envies d'intervenir nombreuses, tables rondes parfois surprenantes, propos troublants... Mais nous ne craignons pas cela, tout simplement parce que « ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience » comme le rappelait René Char dont 2007 marque le centenaire de la naissance.

Nous avons du mal à sortir de nous-même parfois, au point qu'un de nos invités nous a trouvé plus « syndical » que « politique ».

Et puis nous avons notre langue... Nous vantons la diversité linguistique et culturelle, encouragés en cela par Abdou Diouf... mais nous parlons « laligue » et de temps à autre « laligue de bois ». Ou plutôt, notre qualité première n'est pas la formulation de nos propositions et au prétexte que nous sommes compliqués, nous nous en arrangeons. Au motif que nous sommes dans l'action, nous négligeons quelquefois l'expression claire des idées qui les fondent.

Vous imaginez bien qu'il est d'une part impossible, d'autre part vain de tenter faire une synthèse du foisonnement de nos échanges. Chacun en fera sa moisson personnelle.

En revanche, il me semble que nous avons franchi une étape avec la traversée de ces deux journées et la dynamique créée depuis un an. Je vous propose de l'illustrer autour de 5 points :

- un état des lieux en cours de partage,
- un mauvais scénario qui s'esquisse,
- une alternative humaniste et laïque,
- à nouveau l'Éducation populaire !
- la Ligue s'outille et s'engage.

1 – L'état des lieux

Concernant l'état des lieux, il s'agit évidemment de tendances à l'œuvre dans la société, de ses contradictions également, de ses tensions, de ses angoisses.

Je les résumerais par un extrait du dernier livre de Georges Balandier

« Le grand dérangement contemporain marque le passage, par rupture, d'un passé défait à un présent ou le devenir se produit dans une transformation continue sans achèvement identifiable. Il contraint à reconnaître aujourd'hui les mondes où l'homme contemporain inscrit ce qui l'engage dans un nouveau commencement, défini par des territoires dont il est le seul créateur aventureux. Ces "nouveaux Nouveaux Mondes" surgissent sous l'action des avancées conjuguées de la science, de la technique et de l'économisme désentravé.

Dans ce monde présent, devenu celui de la Grande Transformation, qui défait les liens reçus du passé, qui entraîne dans une succession de nouveaux commencements peu définis, la nécessité de se relier afin de s'identifier à nouveau, s'impose avec une intensité grandissante ».

Les citoyens ont une bonne perception de cette réalité et de cette nécessité. L'autonomie que nous avons acquise donne cette capacité mais inquiète aussi. Au point de transformer l'individualisme vertueux de l'émancipation démocratique en un individualisme égoïste et froid dans une société qui fait le choix d'abandonner chacun à son propre sort... habillé du mérite, véritable perversion du rêve républicain.

Nous avons largement évoqué aussi la montée des inégalités, avec des écarts de situations scandaleux, des assignations à résidence, des situations figées : des inégalités qui verrouillent l'avenir et produisent des individus par défaut, des perdants qui deviennent des perdus pour longtemps.

Dans de telles conditions, « vivre avec des frères insupportables » qu'on ne choisit pas devient difficile, or ce hasard nécessaire, c'est la marque d'une société de respect mutuel, qui repousse les stigmatisations, qui combine un « je » inclusif et reconnu avec un « nous » démocratique et accepté. Hors de cette indispensable combinaison, chacun peut risquer de transformer des affinités communes, en communautés closes ayant prétention à prévaloir sur des règles communes.

2- Un mauvais scénario qui s'esquisse

C'est dans ce contexte-là que depuis quelques années déjà, un mauvais scénario s'esquisse pour la société française. Il est fondé sur les peurs suscitées et entretenues, la culpabilisation, la dérégulation et le caporalisme simultanément, l'obsession de la trace et donc de la traque, de la cible, des parts de marchés, de l'isolement, du contrôle, de l'entretien des hiérarchies héritées ou achetées. Ce n'est pas faire un mauvais procès au gouvernement qui s'installe que de dire qu'il a choisi de retenir le scénario et de tourner le film. Il l'annonce assez clairement. Il est dans la continuité pour partie du gouvernement précédent lui-même assumant une part des héritages de gouvernements antérieurs sur une vingtaine d'années, par fatalité ou difficulté de renverser les tendances.

C'est ainsi que nous allons voir s'amplifier la casse des solidarités institutionnelles remplacées par le marché qui sera de plus aidé pour cela... tentant de montrer qu'il est aussi efficace pour « faire société ».

C'est ainsi que l'on verra le paradis fiscal pour quelques-uns produire l'enfer de vie quotidienne pour beaucoup d'autres, par l'affaiblissement des services publics.

C'est ainsi que l'on entendra de plus en plus souvent le discours de la « responsabilité coupable ».

« Nous avons tout tenté pour vous. Nous vous avons identifié, repéré, outillé, mis sur la voie... Vous n'y arrivez pas, c'est de votre faute ! Vous y arrivez, vous méritez nos encouragements ! Si tu réussis ta vie tu ne le dois qu'à toi-même. Si tu ne réussis pas c'est de ta faute... à l'école, dans la vie, au travail... ».

C'est ainsi que l'on fabrique à la fois de la mésestime de soi alors que l'individualisme pour être solidaire est fondé sur la reconnaissance, et de la compétition meurtrière pour le vivre ensemble.

C'est ainsi que l'on renforce le contrôle social et les déterminismes et simultanément le démontage des liens sociaux.

Si ce scénario est aujourd'hui à l'œuvre c'est parce que nous avons pour « l'instinct » perdu la bataille des idées :

- la bataille de l'ouverture sur la clôture,

«

**Une société qui
fait le choix
d'abandonner
chacun à son
propre sort...
habillé du mérite,
véritable
perversion du
rêve républicain.**

»

- la bataille de la curiosité sur les préjugés,
- la bataille de l'hospitalité sur le rejet,
- la bataille de la diversité sur l'uniforme,
- la bataille de l'ensemble sur les catégories,
- la bataille de l'imaginaire sur le formatage.

Cette défaite est collective. Personne n'est vraiment responsable et nous le sommes tous ensemble.

Nous savons bien par exemple, à propos des jeunes et des habitants des quartiers populaires, que nous n'avons pas fait tout le chemin nécessaire.

Que nous avons du mal encore à ne pas dire « eux » quand nous sommes nous. Pourtant nous partageons ce que dit Joël Roman dans son dernier ouvrage :

« Tant qu'on dira eux, ils diront vous. Pour que la politique commence, cessons de dire eux et apprenons à dire nous. Dès aujourd'hui et nous retrouverons notre jeunesse ».

En fait, ce que je dis n'est pas juste. Nous n'avons pas perdu la bataille des idées... les idées sont là !

Nous avons perdu la bataille de la circulation de nos idées.

Devant des slogans certes, des idées toutes faites, une industrie des idées toutes faites. Oui, mais une industrie efficace parce que les conditions idéologiques de sa pénétration sont réunies. À nous de faire en sorte qu'elles ne le soient plus ou qu'elles le soient moins.

«

Tant qu'on dira eux, ils diront vous. Pour que la politique commence, cessons de dire eux et apprenons à dire nous. Dès aujourd'hui et nous retrouverons notre jeunesse.

»

3 – Pour une alternative humaniste et laïque

La tâche n'est pas aisée et ne nous trompons pas d'objet.

L'objet n'est pas ce gouvernement. Nous ne sommes pas un parti politique. Mais si nous sommes Républicains et légitimistes, nous sommes aussi réformistes, raisonnablement ou radicalement réformistes. L'objet c'est de créer les conditions culturelles et politiques pour qu'une autre conception du gouvernement de la cité prévale

- Qui permette en particulier de conjuguer Individu / autonomie / responsabilité avec Collectivité / intérêt général / solidarité
- Qui fasse coïncider la conscience que nous avons de nous-mêmes en temps qu'individus et celle que nous avons de nous tous en tant que société
- Qui ne confonde pas la charité, même publique, qui n'est qu'une urgence avec la justice sociale qui est un droit
- Qui entreprenne avec sincérité et détermination de renverser les tendances exclusivement consuméristes d'une époque ou tout se calcule, s'étalonne, se marge, où l'on connaît le prix de tout et la valeur de pas-grand-chose, ou une part de la vie humaine doit échapper aux logiques de la concurrence, de la compétition et du commerce : notre vie n'est pas faite que des soldes sinon c'est notre vie que nous soldons et c'est une démocratie de servitude que nous servons.

- Qui restaure par des institutions crédibles des raisons d'adhérer à la société.

Bref, une conception du gouvernement de la cité, acceptant le marché comme réalité parmi d'autres réalités nécessaires à la vie en société, un gouvernement de la cité qui aurait comme souci une politique :

- des biens communs et des biens publics et de leur accès dans l'égalité,
- de l'Être et de l'existence digne pour tous,
- de la connaissance, de l'imaginaire et de la communication,
- des solidarités entre générations,
- de l'hospitalité et de l'accueil.

Toutes politiques qui ne requièrent pas forcément de ministères mais doivent avoir le souci de leur traduction, portée par l'action publique à laquelle les citoyens doivent être réellement associés et qu'ils peuvent y compris assumer volontairement, ainsi que les autres acteurs sociaux et économiques qui souhaitent concourir à l'intérêt général pour faire société.

Évidemment s'inscrire dans sa dimension complète, à la fois interculturelle et mondialisée, un tel gouvernement de la cité devrait concevoir une politique de l'altérité. Pour tout ce que nous avons évoqué et que résumait avec force Jean-Pierre Vernant dans son dernier livre *La traversée des frontières* :

« Pour être soi, il faut se projeter vers ce qui est étranger, se prolonger dans et par lui. Demeurer enclos dans son identité, c'est se perdre et cesser d'être. On se connaît, on se transforme par le contact, l'échange et le commerce avec l'au-

tre. *Entre les rives du même et de l'autre l'HOMME est un pont* ».

Une société qui n'adopte pas cette posture se condamne à mourir de froid. Beaucoup des questions qui ont été évoquées dans les ateliers s'insèrent dans une telle vision humaniste et laïque du gouvernement de la cité, qui fait de l'humain la mesure de toute chose et du progrès humain la finalité commune des individus pour faire société. Le progrès se réalise à petits pas et petite échelle et dans les ensembles plus vastes des sociétés organisées, aux différents niveaux qui les organisent.

Mais nous devons évidemment approfondir la plupart de ces questions et nous organiser pour assurer une large diffusion des analyses, des propositions et réponses que nous construisons.

Nous ne pouvons envisager de mieux comprendre nous-mêmes la situation et de la faire partager qu'en étant convaincus que nous pouvons la transformer.

« *Le monde d'aujourd'hui ne peut être décrit et compris par les hommes d'aujourd'hui que parce qu'il leur est présenté comme transformable* » écrivait Bertolt Brecht.

C'est le sens même de l'éducation populaire mais plus largement de toute éducation qui prétend s'inscrire dans une perspective civilisatrice. Nous ne sommes pas les seuls à être convaincus de cela et pourtant c'est une conception utilitaire complice d'une conception académique qui trop souvent l'emportent. Malgré les engagements pris ou les intentions affichés.

Voici pour mémoire la préface du directeur général de l'Unesco à l'époque de la publication des « 7 savoirs nécessaires à l'éducation du futur » en 1999.

« *Quand nous regardons vers l'avenir, il existe de nombreuses incertitudes sur ce que sera le monde de nos enfants, de nos petits-enfants et des enfants de nos petits-enfants. Mais nous pouvons être sûrs au moins d'une chose : si l'on veut que la Terre puisse subvenir aux besoins des êtres humains qui la peuplent, la société humaine devra alors être transformée. Ainsi, le monde de demain devra être fondamentalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui, au crépuscule du XX^e siècle et du millénaire. Nous devons donc œuvrer pour construire un « avenir viable ». La démocratie, l'équité et la justice sociale, la paix ainsi que l'harmonie avec notre environnement naturel doivent être les maîtres mots de ce monde en devenir. Nous devons nous assurer que la notion de « durabilité » est à la base de notre façon de vivre, de diriger nos nations et nos communautés, et d'interagir à une échelle globale.*

Dans cette évolution vers des changements fondamentaux dans nos styles de vie et nos comportements, l'éducation - dans son sens le plus large - a un rôle prépondérant à jouer. L'éducation est « la force du futur » parce qu'elle est l'un des instruments les plus puissants pour réaliser le changement. L'un des défis les plus difficiles à relever sera de modifier nos modes de pensée, de façon de faire face à la complexité grandissante, à la rapidité des changements et à l'imprévisible, qui caractérisent notre monde. Nous devons repenser la façon d'organiser la connaissance. Pour cela, nous devons abattre les barrières traditionnelles entre les disciplines et concevoir comment relier ce qui a été jusqu'ici séparé. Nous devons reformuler nos politiques et programmes éducatifs. Tout en faisant ces réformes, nous devons garder le cap sur le long terme, sur le monde des générations futures vis-à-vis desquelles nous avons une énorme responsabilité ».

«

**L'éducation est
"la force du
futur" parce
qu'elle est l'un
des instruments
les plus puissants
pour réaliser le
changement.**

»

4 – À nouveau, l'éducation populaire !

Nous voyons bien que nous ne pouvons pas reculer devant l'appel, d'autant que nous sommes déjà à la tâche. Mais en partie seulement. Pour deux raisons au moins :

- Nous n'avons pas complètement relié, donné de la perspective en nous-mêmes à notre pensée et notre action aux trois niveaux de nos interventions d'éducation et de formation :

- l'éducation scolaire et son accompagnement,
- l'éducation personnelle non formelle par la pratique associative,
- l'insertion et la formation professionnelle.

C'était pourtant dans le projet originel de la Ligue de l'enseignement, de Condorcet à notre changement de nom en 1966, devenant « Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente », jusqu'à notre dernier affichage : « la Ligue de l'enseignement, un avenir par l'éducation populaire ».

C'est pourtant dans les intentions du concept d'éducation et de formation tout

au long de la vie et dans la validation des acquis de l'expérience, une des plus grandes avancées de la société française des trente dernières années. Elle risque d'être détournée, à l'identique de la loi de 1971, pour servir ceux qui sont déjà servis et répondre aux seules adaptations immédiates des appareils publics et privés de production, là où elle est avant tout un levier de la construction permanente de personnes autonomes et responsables dans toutes les dimensions de la vie personnelle, sociale, professionnelle et civique et dans un contexte général de grande complexité, d'interdépendances et d'incertitudes grandissantes.

• Parallèlement, en héritiers de l'École, nous ne sommes pas complètement débarrassés de l'exclusivité de la distribution du bagage scolaire, du partage du capital constitué et de la pédagogie des préalables qui cantonne à la seule démarche déductive alors que la situation appelle à des approches systémiques, qui envisagent les éléments d'une situation à comprendre dans leurs dimensions reliées et « interagissantes »

Or, si l'on veut relancer la bataille des idées, il faut faire le chemin de la quête des idées, de leurs origines de leurs productions.

Évidemment comme cela a été suggéré, reprenons le travail de vulgarisation des sciences, de toutes les sciences et de rencontres entre les scientifiques et les citoyens afin d'éviter aussi bien la montée de l'irrationnel que l'absolutisme de l'expertise scientifique.

Mais assurons également la légitimité de la connaissance acquise par l'action et la pratique sociale. Comme le souligne très justement Jacques Rancière, « *Il n'y a jamais eu besoin d'expliquer à un travailleur ce qu'était une plus value ou l'exploitation* ». L'enjeu c'est de mettre à distance, sans la renier, une condition, une identité pour penser et construire son émancipation. C'est de provoquer des croisements d'expertise : l'expertise scientifique et l'expertise sociale, toutes deux de les mettre à l'épreuve de la pratique sociale et culturelle, de la vie.

Si nous voulons acquérir de la compétence collective plus élaborée et formuler nos propositions pour la société, pour faire société il faudra multiplier ces croisements de culture.

C'est notre manière, celle de l'éducation populaire, de traduire en démarche ce que soulignait Manuel Vasquez Montalban :

« *Toute personne capable d'avoir conscience de ce qu'elle est et de ce qu'elle fait et surtout du rôle qu'elle a dans les relations à autrui, possède une culture. Nul ne peut être exclu de ce royaume* ».

Pour faire société l'éducation populaire doit déployer toutes ses capacités dans les trois dimensions liées de sa démarche : permettre tout au long de sa vie à chacun :

- de comprendre le monde pour ne pas s'y laisser perdre,
- de s'insérer socialement et professionnellement,
- d'exercer sa citoyenneté.

»

Finalement il faut déplacer sur toute la durée d'une vie humaine, et dans les nouveaux territoires du local et du global avec leurs espaces intermédiaires, l'objectif que donnait Hannah Arendt à l'Éducation : « *permettre aux jeunes d'entrer dans un monde commun* ».

Il faut que tout individu puisse toute sa vie entrer dans des mondes communs avec la capacité de les renouveler et de les améliorer.

Pour y parvenir, il est certainement nécessaire que l'éducation populaire permette, pour tous et chacun, et de chacun à tous, de faire l'expérience :

- de la réflexion,
- de la responsabilité,
- de la solidarité,
- de la diversité,
- de la décision,
- de la reconnaissance gratuite.

C'est une belle manière par l'action et la pensée toujours mêlées, de s'inscrire dans une histoire personnelle et commune, de sortir de destins figés.

Surtout si cette expérience se déploie dans un cadre collectif et associatif, dans des lieux, des temps et des cadres qui ménagent la rencontre, la distance, l'empathie, l'attention à l'Autre, l'être et le faire comme alternative aux virtualités et aux supermarchés de l'avoir.

C'est une belle façon de remplir son obligation de citoyen par l'apprentissage continu de la vie, de la condition humaine, et du « principe responsabilité » associé à celui de progrès humain.

«

Or, si l'on veut relancer la bataille des idées, il faut faire le chemin de la quête des idées, de leurs origines de leurs productions.

5 – La Ligue s’outille et s’engage

S’inscrire dans une démarche d’éducation populaire pour faire société suppose de réajuster en permanence la nature de nos actions qui traduisent nos convictions mais aussi de construire une véritable stratégie d’équipement pour la bataille des idées, pour faire reculer la culture de domination, de conservatisme, d’exclusion, d’arrogance des forts, qui est à l’œuvre aujourd’hui.

C’est sur ce point que je souhaite conclure. Il nous engage à tous niveaux de la Ligue de l’enseignement. Il ne saurait rester rangé au rayon des accessoires.

1- Ce que nous avons entamé, il faut le poursuivre.

Depuis un an, nous avons ouvert près de 30 chantiers thématiques, a priori constitutifs de notre question de congrès. Il est certainement utile de les réorganiser en les combinant. C’est d’autant plus important que nous devons poursuivre notre travail collectif de compréhension, de production et de diffusion.

Nous pouvons pour cela mieux utiliser encore le travail collaboratif inauguré avec le site www.commentfaresociete.org, mais je suggère que nous inventions aussi durant ces trois années à venir les rendez-vous physiques dont nous avons besoin à tous les niveaux de notre réseau, tant pour produire que pour nous exprimer.

C’est ainsi que nous occuperons le terrain des idées et que nous aborderons 2010 avec des propositions pensées, construites et mieux partagées.

2- Organiser partout dans chaque région la formation politique de militants de la Ligue de l’enseignement

Il s’agit là de mobiliser un nombre conséquent de personnes, du réseau de la Ligue et d’autres origines, capable de se forger une opinion sur des questions vives de sociétés, d’intervenir dans des échanges, de porter des positions.

Ce dispositif a été présenté ce matin lors d’un atelier. Il est clairement destiné à renforcer et développer notre influence dans la société et à diversifier et étendre les capacités de militants à prendre des responsabilités dans la Ligue de l’enseignement et la société.

Nous assurerons confédéralement la formation, l’accompagnement et la ressource des 40 à 50 camarades (2 par région) qui devraient constituer l’équipe nationale de cette formation.

À l’évidence nous recherchons les cohérences entre les thèmes évoqués dans la Question de Congrès et les objets de la formation...

3- L’École des responsabilités pour les jeunes engagés sur les quartiers

Notre ambition sur ce terrain est de mettre notre savoir-faire de militant et de formateur à la disposition de celles et ceux qui agissent sur les quartiers. Il s’agit de leur faire gagner du temps, de leur transmettre une part de nos acquis, de les aider à prendre des repères, de les assurer de l’importance de leur engagement, et de leur donner aussi envie de nous rejoindre.

4- Ouvrir le chantier de l’articulation entre l’associatif / le politique et le syndical

Pour faire progresser nos idées dans la société nous avons besoin de relations, dans l’indépendance totale, qui sont insuffisantes ou n’existent pas aujourd’hui, entre trois corps intermédiaires indispensables à la démocratie sous toutes ses formes : représentative, délibérative, participative.

La complexité des enjeux de société et la nature des réponses à y apporter sont à ce prix pour décloisonner la pensée et l’action.

5- Soutenir et valoriser les rendez-vous du réseau sur des questions de société

qui sont autant de rendez-vous de formations militantes que d’expressions de la Ligue de l’enseignement à l’image « des entretiens d’Auxerre », « des rencontres de Valence »

Il nous faut aussi mieux utiliser et parfois concevoir les rendez-vous nationaux que sont par exemple « le salon de l’éducation » chaque année, les « Rencontres nationales de l’Éducation » à Rennes en octobre 2008, les futures rencontres « culture, territoires, solidarité » de Saint Briec en mai 2008...

Enfin, nous reproduisons chaque année début septembre notre Université d’été « Des idées en mouvement » pour les militants de notre réseau. La 2^e édition, les 6, 7 et 8 septembre, portera sur « l’intérêt général », son histoire, son évolution, ses réalités aujourd’hui et les conditions de sa mise œuvre.



Une Ligue plus forte pour mieux faire société

Nous sentons bien que cette Question de Congrès est à la fois une réponse aux enjeux de la société française et une formidable occasion de faire rayonner la Ligue de l'enseignement et d'assurer notre développement. Pas pour nous-mêmes, pour que la France fasse mieux société, pour que la France fasse une société meilleure.

Parce que notre époque est dure, brutale et qu'elle a besoin des liens tendres que nous tissons.

Parce que contrairement à l'adage, demain n'est pas un autre jour. Demain c'est aujourd'hui, chaque jour que nous préparons par nos comportements, nos engagements ou nos abandons et nos renoncements.

Pour que dans trois ans il soit devenu difficile à un responsable politique de construire son projet sur les peurs ou le scandale d'un ministère de l'Identité nationale

Souvenez-vous de la chanson de « Grand Corps Malade ».

Le jour se lève parce que nous l'avons espéré, parce que nous y travaillons.

L'aube c'est l'instant où se lève la parole et avec elle toute la lumière.

Parce que notre parole c'est aussi notre action,

Parce que dire c'est faire,

Faisons en sorte que dans les trois années qui viennent notre parole soit plus assurée, plus forte, mieux partagée, plus entendue, plus convaincante.

Faisons-le même si c'est difficile, surtout si cela nous apparaît difficilement possible.

Faisons-le pour donner raison à Mark Twain : « *Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait* ».

Éric FAVEY
Secrétaire national

Le 30 juin 2007